



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

24 fev 2022

N° 290

Prix: 15 gourdes

EDITORIAL

AJUSTEMENT DU SALAIRE MINIMUM : LE COMPTE N'Y EST PAS



Tôt dans la matinée du lundi 21 février 2022, le gouvernement d'Ariel Henry a rendu officiel un arrêté pris en conseil des ministres la veille, fixant le salaire minimum journalier des ouvriers de la sous-traitance à 685 gourdes, alors que ces derniers réclamaient 1500 gourdes. Un affront ! Une provocation de plus ! Mais après deux semaines d'une intense mobilisation marquée par une répression policière féroce, les travailleurs auront ce que leurs luttes des prochaines semaines leur permettront d'obtenir en plus.

Démarrée le mercredi 9 février dernier, la mobilisation des travailleurs pour l'ajustement du salaire minimum a été soudaine, vigoureuse et largement soutenue par toutes les couches pauvres de la population, voire au-delà. Bâillonnés et réduits au silence depuis près de trois ans par la violence des gangs armés, par les luttes intestines de la classe politique pour occuper le pouvoir, des milliers de travailleurs du parc Sonapi, sur la route de l'aéroport, avaient envie de crier leur ras-le-bol, de dénoncer à la face de toute la société leurs mauvaises conditions de travail, leurs bas salaires, alors que leur force de travail crée toutes les richesses produites dans la société.

Dès le premier jour de la mobilisation, des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs au parc Sonapi, sans hésitation aucune, ont abandonné leur machine. Après s'être assurés d'avoir libéré tous leurs camarades dans toutes les usines, ils ont arpenté les différentes ruelles du parc. Pancartes ou quelques branches d'arbres en main, ils reprenaient en chœur les chansons qui jadis dénonçaient l'exploitation des capitalistes avec la complicité de l'État.

Mais quand ils ont voulu gagner la route de l'aéroport pour se rendre au Ministère des Affaires sociales, ils ont dû faire face à la répression brutale de la Police qui a utilisé les

moyens forts pour disperser la manifestation. Loin de reculer, les travailleurs ont tenu tête aux policiers pendant plus de 4 heures. Ils ont transformé la route de l'aéroport en un champ de ruine, avec des barricades enflammées, des tessons de bouteille, des pierres, des carcasses de véhicules. Les mêmes scènes se sont déroulées le lendemain et pendant deux autres jours de la semaine suivante.

Pendant deux semaines, les manifestations des travailleurs ont fait la une de tous les journaux. De nombreuses personnes et organisations de droits humains appelaient à l'arrêt de la répression policière et exigeaient la satisfaction des revendications des ouvriers.

Pris de panique, le gouvernement a restauré un organisme fantôme acquis au patronat, le Conseil supérieur sur les salaires (CSS), pour lui faire des propositions. En un temps record, le CSS a déposé son travail au bureau du Premier ministre. Un conseil des ministres exceptionnel s'est tenu un dimanche pour statuer sur l'ajustement du salaire des ouvriers.

Ce que tous ses sous-fifres n'ont pas fait pendant trois ans, la mobilisation des travailleurs les a poussés à le réaliser en deux semaines. Certes, ce que le gouvernement a donné comme ajustement salarial est loin des espérances des travailleurs, mais ces derniers peuvent se targuer d'avoir remporté une première manche dans cette bataille. La lutte continue.■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ **Page 1**
- Ajustement du salaire minimum : le compte n'y est pas

Leur société

- ⇒ **Page 2**
- Les prémices de la mobilisation ouvrière
 - Les patrons accaparent tous les avantages pour eux seuls !
 - Le rapport de forces a changé de camp

Dans les entreprises

- ⇒ **Page 3**
- La classe ouvrière : l'avant garde des masses exploitées
 - Mobilizasyon manchlong pou 1500 goud la !
 - La brutale répression de la police contre les manifestations des ouvriers
- ⇒ **Page 4**
- Valdor : occupation de l'usine après sa fermeture

Dans l'international

- ⇒ **Page 4**
- Des travailleurs d'autres pays sympathisent avec leurs camarades haïtiens

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

LES PRÉMICES DE LA MOBILISATION OUVRIÈRE

Le coup de colère de la classe ouvrière, loin d'être un coup de tonnerre dans un ciel serein, était prévisible, voire annoncé. Face à la dégradation accélérée de leurs conditions de vie et de travail, des ouvriers de différentes entreprises de la zone industrielle de Port-au-Prince avaient envoyé des signaux clairs au cours des 6 derniers mois.

Au dernier trimestre de l'année 2021, dans une douzaine d'usines d'assemblage notamment au parc Sonapi, des ouvriers avaient observé des arrêts de travail, parfois transformés en grève, soit pour réclamer un ajustement salarial, soit pour dénoncer un vol sur les salaires ou une injustice quelconque.

À l'aube de la nouvelle année, les escarmouches ont redémarré dans d'autres entreprises de la zone industrielle pour les mêmes motifs. Au parc industriel Caracol, dans le nord-est du pays, il s'agissait d'une grève qui a duré plus d'une semaine pour exiger un relèvement immédiat du salaire minimum.

Ce frémissement au niveau de bon nombre d'entreprises éparses allait se transformer à la mi-février en mobilisation collective des travailleurs de la sous-traitance, à l'avant-garde des luttes des classes laborieuses du pays.

Ces journées de mobilisation résultent de l'aggravation de la situation économique et sociale des travailleurs et des classes pauvres en général. Le dernier ajustement salarial, 80 gourdes, dérisoire, date de 2019. Entre-temps, les salaires ont fondu comme du beurre au soleil avec la dégringolade de la gourde, la flambée continue des prix, entraînant un renchérissement exponentiel du coût de la vie. Le taux d'inflation sur les 2 dernières années au cours desquelles il n'y a pas eu d'ajustement salarial est de 26% environ. Les paies sont souvent divisées par 2 en fonction du nombre de jours de travail, à cause de l'insécurité galopante et de la crise politique.

Comme si cela ne suffisait pas, au mois de décembre dernier, le gouvernement a asséné un véritable coup de massue aux classes pauvres en général et aux travailleurs en particulier par l'augmentation des prix des produits pétroliers allant jusqu'à 100% pour le

diesel et le kérosène.

Cette hausse exorbitante des prix du carburant, produit stratégique, va multiplier par 2, voire par 3 les prix des circuits du transport en commun et entraîner un effet boule de neige sur les autres secteurs économiques de la vie nationale.

Les salaires ont été une fois de plus durement affectés et le pouvoir d'achat a chuté de façon spectaculaire. Ce qui a poussé des pans entiers des classes laborieuses dans la misère la plus totale. Les travailleurs étaient à bout de souffle et l'explosion de colère, annoncée par les nombreux débrayages ici et là, était par conséquent imminente et inévitable.

Qu'elle serve à renforcer la conscience de classe des travailleurs pour arracher les 1500 gourdes comme salaire minimum, empêcher les patrons de voler ce qu'ils auront cédé par la force et surtout pour préparer des luttes futures!

LES PATRONS ACCAPARENT TOUS LES AVANTAGES POUR EUX SEULS !

Alors que ces rapaces saignent les travailleurs par des bas salaires et des taxes de toutes sortes, leur livrent une sale guerre au quotidien pour s'enrichir, ils bénéficient également de nombreux avantages douaniers et fiscaux, en plus des profits astronomiques qu'ils réalisent par l'exploitation éhontée des travailleurs.

La principale source de richesses des patrons réside dans la plus-value, en accaparant la part du lion des richesses générées par la force de travail des ouvriers qui s'appauvrissent chaque jour davantage alors qu'ils se défontent au quotidien pour produire. Ceux de la sous-traitance particulièrement, outre ce mécanisme, continuent d'engranger des millions en obtenant légalement des avantages de toutes sortes.

Par exemple, ils touchent le montant des commandes en dollars américains, monnaie forte, et paient les travailleurs en gourdes, monnaie en constante dévaluation. C'est une autre source de profits et non des moindres. Être payés en dollars ou au taux du jour a été souvent une revendication des

travailleurs pendant des périodes de mobilisation.

Grâce à la loi Hope/Help, les patrons des industries d'assemblage sont exemptés des droits de douane et ne paient quasiment rien à l'importation des produits servant de matières premières. L'État haïtien leur offre également au niveau local d'autres cadeaux tout aussi alléchants, comme l'exonération fiscale et les primes d'incitation à l'investissement.

Si ces avantages liés à l'investissement sont accordés pour 5 ans par exemple, ils s'arrangent pour changer le nom de l'entreprise à l'expiration du délai et continuer à jouir indéfiniment de ces avantages. Les dirigeants politiques le savent tous, les directeurs des services comme la Douane, la DGI, en sont bien informés, mais les protègent sous le

manteau de corruption qui gangrène l'appareil d'État.

Qui pis est, les prélèvements effectués sur les salaires des ouvriers sous forme de taxes ou impôt (IRI) sont très souvent retenus par ces patrons qui ne les reversent pas à l'État. Quand ils le font, ils reprennent encore ces montants astronomiques sous la forme de prêts. C'est ainsi qu'agissent Apaid, Boulos, etc. qui doivent des sommes colossales à l'ONA, un organisme qui perçoit des cotisations sociales pour accorder une soi-disant retraite aux assurés.

Les patrons prélèvent à peu près 20% de taxes sur les maigres salaires des ouvriers, alors que c'est à eux de régler toutes les taxes et les impôts. Mais ils ne paient rien du tout. Pour que ces voleurs rendent gorge, soufflons nous-mêmes notre forge ! ■

LE RAPPORT DE FORCES A CHANGÉ DE CAMP

Quand les ouvriers ne sont pas en lutte, les patrons et les petits chefs les considèrent comme des bêtes de somme et les traitent avec mépris. Mais en période de lutte, les ouvriers se font craindre. Prenant confiance de leur force, ils n'acceptent plus la hardiesse des petits chefs ni les injonctions des cadres. Le jour des manifestations, comme à l'accoutumée, les travailleurs de la première usine qui sortent passent chercher les autres. Ils le font avec beaucoup de détermination. Dans ces moments-là, la présence de la police ou des agents de sécurité ne les intimide pas.

Les portes des usines qui d'habitude sont fermées à 6h30 AM, restent ouvertes jusqu'à 7 h 30, voire 8h00 du matin. Aucun responsable n'ose réprimander un travailleur

en retard sous peine de se faire tourner en dérision.

Une petite anecdote : le premier jour de la manifestation, dans l'une des usines au parc Sonapi, un ouvrier ridiculisait une responsable qui lui intimait l'ordre de travailler. En guise de réponse, l'ouvrier lui a donné une paire de tennis pour l'inviter à venir manifester avec eux. Les autres criaient de joie tout en laissant l'usine pour rejoindre leurs camarades dans les rues.

Ils font valoir également leur liberté de parole. Avant, certains travailleurs lisaient le bulletin « Pawòl Travayè » en cachette, loin des regards des chefs et hors des caméras. Maintenant, ils lisent les tracts en toute tranquillité même devant des caméras. On

constate également avec quelle assurance, visage découvert, ils crachaient leur colère dans les micros et caméras des journalistes présents dans les manifestations. Ils en profitent pour dénoncer les mauvaises conditions de travail, les bas salaires, vilipender les patrons qu'ils traitent de sangsues, de rapaces.

Quand les ouvriers sont en effervescence, le rapport de force est de leur côté. Beaucoup de petits marchands, djobeurs, chômeurs, se solidarisent avec eux, leurs revendications sont communes, parce qu'ils constituent une seule classe, celle des exploités. Ce qui leur manque, pour gagner leurs batailles en gardant plus longtemps ce rapport de force en leur faveur, c'est un parti révolutionnaire. ■

LA CLASSE OUVRIÈRE : L'AVANT GARDE DES MASSES

La mobilisation des ouvriers et ouvrières de la zone industrielle pour l'ajustement du salaire minimum a suscité de vives sympathies chez les couches exploitées qui ont montré leur solidarité aux travailleurs en lutte.

Les ouvriers n'étaient pas seuls dans les manifestations pour l'ajustement du salaire. Des petits marchands, des chômeurs, des jobbeurs, de nombreux habitants des quartiers pauvres, etc... leur ont apporté du soutien.

Sur le parcours, les marchands qui occupent les rues et auprès de qui les ouvriers font leurs emplettes, n'ont cessé de les encourager à aller jusqu'au bout. Sachant que si les revenus des travailleurs augmentent, ils pourront acheter plus, ils ont motivé les ouvriers comme ils le pouvaient. Certains ont même pris part aux manifestations. C'est le cas surtout des vendeurs de boisson, au parc de SONAPI, qui ont suivi les ouvriers avec leurs marchandises dont certaines ont aidé les travailleurs à atténuer les effets toxiques des gaz lacrymogènes.

Dans les carrefours où sont massés des petites gens, des chômeurs, on entendait des applaudissements, des « kenbe fèm, kenbe la! », « nou gen rezon! ».

Dans les quartiers où habitent les travailleurs, les proches, les voisins, les amis, tout le monde en parle. Ils condamnent la servilité des policiers, eux aussi habitants des quartiers pauvres. On rapporte qu'à Delmas 32 un policier qui se vantait d'avoir fait usage de gaz contre les ouvriers a été pris à partie par les habitants, tous acquis à la cause des ouvriers.

Certains étudiants étaient venus également apporter leur soutien aux ouvriers dans ces manifestations.

Toutes ces solidarités venant des masses exploitées sont la preuve que les revendications des ouvriers sont aussi celles de toutes les masses exploitées. La classe ouvrière n'est que

le porte-drapeau de ces revendications, l'avant-garde des classes laborieuses. ■



PAWÒL TRAVAYÈ

N.B : Nous publions ci-après les ditoriaux(en créole) du bulletin « PAWÒL TRAVAYÈ » diffusé dans les entreprises.

Mobilizasyon manchlong pou 1500 goud la !

Nou sot fè 2 jounen mobilizasyon, mèkredi 9 ak jedi 10, pou nou te ekzije 1500 goud nan plas 500 goud la. Malgre represyon lapolis, majorite ouvriye yo detèmine pou kontinye mobilizyon an.

Ni patwon ni lapolis pa ka anpeche nou mobilize anndan izin yo, sou flò yo, paske grèv ak manifestasyon se pi gwo zam klas travayè a genyen pou nou rive jwenn satisfaksyon nan revandikasyon nou yo.

Pa bliye fòm komite anndan chak izin pou nou rive pran kontwòl mobilizasyon nou. Ann nou konte sou fòs nou, sou tèt nou pou nou rive rache 1500 goud la.

Bouch an bouch youn di lòt

Mobilizasyon san pran souf pou 1500 goud la

Mobilizasyon an rèd nan dengonn patwon ak tout tchoul yo. Yo tonbe ap depale.

- Magouyè CSS yo pwopoze 625 goud
- Sendika yo di premye minis la mete 750 goud sou tab la
- Dyare pran Koreyen yo. Yo di yo pare pou bay 1000 goud.

Nou menm travayè, nou kanpe dan di dèyè 1500 goud la. Mobilizasyon manch long jiskaske nou rache 1500 goud la.

OTR-UCI – Lendi 21 fevriye 2022
An nou konte sou fòs nou !

OTR-UCI – Lendi 14 fevriye 2022

An nou konte sou fòs nou !



LA BRUTALE RÉPRESSION DE LA POLICE CONTRE LES MANIFESTATIONS DES OUVRIERS

Généralement, les manifestations des travailleurs sur la zone industrielle se déroulent sans incident. Composées d'une majorité de jeunes ouvrières, ces protestations n'ont qu'un seul but : dénoncer les mauvaises conditions de travail, les bas salaires tout en exigeant de meilleures conditions de vie. Mais c'en est trop pour le patronat qui n'a jamais hésité à financer et armer ses chiens de garde pour réprimer les manifestants.

Après 5 journées de manifestations réprimées par les forces de police, le bilan est lourd. Un mort, plusieurs blessés par balles, des victimes de bousculades, des personnes suffoquées par des gaz lacrymogènes, des arrestations. Dès le début de la contestation le 9 février dernier, la police avait l'ordre de tuer dans l'œuf toutes les initiatives des ouvriers.

Chars blindés, véhicules tout-terrain, matraques, fusils, bombes de gaz lacrymogènes, les policiers se sont mis devant la barrière principale du parc Sonapi à chacune des journées de mobilisation.

La première journée, dès la sortie des premiers contingents d'ouvriers du parc Sonapi, la police a tiré une salve de gaz

lacrymogènes pour disperser la foule. Pris de panique, les travailleurs couraient dans tous les sens. Mais reprenant leur souffle, de petits groupes d'ouvriers, très remontés contre les forfaits des policiers se sont formés par-ci, par-là. Certains ont commencé à ériger des barrages sur la chaussée, d'autres se sont armés de pierres pour répondre aux intimidations et provocations des malfrats. Après un court répit, la manifestation a repris. Mais veillant au grain, les policiers ont à nouveau bombardé la foule de gaz lacrymogènes.

Les 2e et 3e jours, les mêmes scènes ont recommencé. Les policiers chargeaient les travailleurs qui ripostaient par des jets de pierres, la pose de barrages sur la chaussée. Mieux même, ils ont résisté en trouvant des

antidotes aux gaz lacrymogènes. Ils ont pu défiler jusqu'au carrefour de l'aéroport, devant l'ONA.

Entre temps, des voix s'élevaient dans toute la presse pour dénoncer le comportement des policiers et du gouvernement qui matraquaient les ouvriers, brisant même les os des femmes, des enfants pour sauvegarder les intérêts des patrons. La désapprobation était telle que la 4e journée de manifestation s'est déroulée sans aucune intervention de police.

De haute lutte, les ouvriers ont gagné le droit de manifester. Une victoire à mettre à l'actif des milliers de travailleurs dont la ténacité, le courage et la détermination ont forcé l'admiration de plus d'un. ■

VALDOR : OCCUPATION DE L'USINE APRÈS SA FERMETURE

Le dimanche 31 janvier dernier, les ouvriers ont occupé l'usine Valdor située à Tabarre 27 et y sont restés pendant 3 jours d'affilée. Ils ont gardé en otage l'assistant directeur de l'entreprise qui se préparait à quitter le pays à la cloche de bois.

Motif : après la fermeture habituelle de fin d'année, les ouvriers avaient rendez-vous pour reprendre le 20 janvier. Après deux reports par la direction, cette dernière a envoyé un message WhatsApp le 30 janvier pour informer que l'entreprise était dans l'impossibilité de continuer à fournir du travail aux ouvriers. Elle a demandé à ces derniers de chercher ailleurs, en attendant les résultats des négociations avec une autre compagnie.

De bouche à oreille, la nouvelle circulait à grande vitesse. Réagissant au quart de tour, les travailleurs se sont mobilisés et ont décidé d'occuper l'usine dès le lendemain pour exiger le paiement complet de leurs prestations légales, ainsi que des dommages et intérêts comme prévu dans le Code du travail. Un membre de la direction, ressortissant étranger, qui se trouvait au bon endroit et au bon moment selon les travailleurs, a été séquestré. Pour eux, le paiement intégral de leur dû était la condition sine qua non à la libération de l'otage qui échangeait à longueur de journée avec son patron à l'étranger pour que celui-ci accélère les négociations de sa remise en liberté. Le rapport de forces était bien entendu en faveur des ouvriers qui se relayaient jour et nuit en vue de remporter la victoire que leur détermination

rendait d'autant plus proche.

Coup de théâtre : un syndicaliste, sous prétexte de voler au secours des ouvriers, a débarqué avec juge de paix et policiers qui ont procédé à la mise sous scellés des portes de l'usine et à la libération du ressortissant étranger. Le dossier a été transféré au bureau des Affaires sociales pour les suites légales. Ainsi, les ouvriers, privés de leurs moyens de pression, n'ayant plus le contrôle de leur mouvement ni de leur otage, se sont retrouvés à la remorque du syndicat et des inspecteurs aux affaires sociales généralement gagnés à la cause des patrons.

Seul un regain de leur combativité pourra leur permettre d'arracher leur dû. ■

DANS L'INTERNATIONAL

DES TRAVAILLEURS D'AUTRES PAYS SYMPATHISENT AVEC LEURS CAMARADES HAÏTIENS

La récente mobilisation de la classe ouvrière en Haïti pour l'ajustement du salaire minimum et pour l'obtention de meilleures conditions de travail a eu un écho favorable auprès de nombreux de leurs collègues étrangers. À commencer par la diaspora haïtienne dont une bonne partie forme la classe ouvrière américaine. Des travailleurs dans plusieurs pays ont multiplié les initiatives pour apporter leur soutien aux ouvriers haïtiens.

C'est par le truchement des réseaux sociaux principalement que toutes ces marques de solidarité et de sympathie se sont manifestées. En France, quelques travailleurs ont posté sur Facebook les images d'un sit-in organisé juste devant leur usine. Ils brandissaient tous des pancartes réclamant l'ajustement du salaire minimum journalier exigé par les travailleurs haïtiens : « 1500 gourdes ». Au Canada, des travailleurs ont dénoncé dans une pétition la répression brutale du gouvernement et ont exigé sans délai la satisfaction des revendications des travailleurs.

De nombreuses personnes ont pris d'assaut les émissions de libre-tribune en Haïti pour cracher leur colère contre la cupidité des patrons, la fanfaronnade de la classe politique qui se liguent contre les travailleurs. Ils encouragent les protestataires à tenir car il n'y a pas d'autres voies pour faire reculer les patrons, scandent-ils.

Puis, des haïtiens vivant aux USA ont apporté des témoignages sur leurs dures conditions de travail aux USA, montrant que les capitalistes sont partout les mêmes. Partout, disait l'un d'entre eux, il faut lutter contre ces exploiteurs.

Partout sur la planète, en effet, le capitalisme a multiplié le chômage, la misère, la précarité. Même dans les pays les plus riches où sont concentrées d'énormes richesses, les travailleurs vivent au rythme des crises de surproduction et de reprise.



Pendant les crises, ils sont licenciés et jetés sur le pavé comme des mendiants, comme des vanu-pieds. Mais même dans les périodes de reprise, c'est à peine s'ils arrivent à joindre les deux bouts. C'est normal qu'ils sympathisent avec le mouvement de protestation des ouvriers

Car malgré les frontières derrière lesquelles les capitalistes cloîtent les travailleurs, en dépit des barrières linguistiques

et géographiques, les prolétaires du monde entier sont unis par leurs dures conditions de travail, la précarité de leur vie. Leurs protestations contre le capitalisme, d'où qu'elles viennent, sont un langage universel qu'ils comprennent tous. Travailleurs de tous les pays unissez-vous, disait Marx dans le Manifeste du parti communiste car seules leurs luttes aux côtés des masses populaires peuvent affranchir l'humanité de la barbarie de l'exploitation. ■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.